

Avis adopté

Séance plénière du 28 octobre 2025

Egalité des chances : mythe ou réalité ?

Rapport annuel sur l'état de la France 2025

Déclaration du groupe CGT-FO

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les conseillers,

A chaque nouvel RAEF se dégage l'impression d'être devant un fossé qui se creuse de plus en plus entre une situation économique et sociale qui ne cesse de se dégrader et des politiques publiques d'austérité qui n'arrivent pas à redresser la barre des déficits.

S'installe ainsi le sentiment d'une régression qui guette pratiquement toutes les couches de la société, rendant pour beaucoup difficile tout espoir dans un avenir meilleur. Sans doute le poids des craintes et des peurs dépasse les réalités objectives des personnes, car malgré ses difficultés de financement, notre système social reste protecteur et son potentiel redistributif toujours important.

Cependant, les tensions qui le traversent et les choix politiques pris ces dernières années l'éloignent de ses fondements d'origine, laissant ainsi de plus en plus de place à l'individualisation et à la recherche de mécanismes moins ancrés dans la solidarité et la recherche d'égalité.

Pour le groupe FO, il est important de noter comment la dégradation de la situation économique et sociale du pays s'explique surtout par les politiques néolibérales mises en place ces dernières décennies. L'excès de financiarisation, la délocalisation des productions dans des pays à moindres coûts, la recherche de rentabilités immédiates, l'optimisation fiscale, etc. ne permettent pas de s'inscrire dans des investissements productifs de long terme et de les orienter vers le développement d'une économie utile pour la société.

Ces choix ont échoué et il faut une autre politique, un retour aux ambitions d'origine pensées et lancées par le CNR de 1944. Il faut redonner vie à un projet collectif qui se soucie davantage du bien-être de la population, de son progrès et du développement du pays. Il faut ainsi donner à chacun les mêmes chances d'avancer dans la société. L'école doit avoir les moyens pour redevenir le lieu qui permet un redémarrage de l'ascenseur social.

Pour le groupe FO, la relance de notre pays ne peut pas se faire sans une réelle réindustrialisation et l'investissement dans l'innovation et le développement de grands projets axés sur la maîtrise des technologies d'avenir. Il faut atteindre l'autonomie stratégique dans les secteurs vitaux. L'argent public doit servir au financement de projets d'avenir et chaque aide publique doit être justifiée (notamment en termes d'emploi) et son utilité évaluée et contrôlée.

Il faut redonner toute sa place au dialogue social et à la négociation collective et l'Etat doit cesser ses attaques contre le paritarisme. Une politique de lutte contre toutes les inégalités doit être mise en place et l'ensemble des citoyens doivent vivre réellement égaux et pouvoir accéder aux protections collectives nécessaires qui leur permettent de vivre décemment.

Le groupe FO remercie le CESE pour ce travail, rappelle l'importance de remettre l'égalité au cœur de notre projet collectif. Notre groupe a voté en faveur de cet avis.